

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E



PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE DU CONSEIL SYNDICAL

Département du Calvados

SYNDICAT MIXTE DU PLATEAU D'HEULAND

L'an **deux mil vingt quatre, le vingt huit mai**, à **17h30**, le Conseil syndical du **SYNDICAT MIXTE DU PLATEAU D'HEULAND, régulièrement convoqué**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de **M. François LEBRUN**.

Étaient présents : M. BEUFILS Jean-Marc, M. CHIROT Bertrand, M. TARGAT Benoit, Mme BESSON Marie-Louise, Mme MOURNAUD Aurélie, Mme BEUFILS Michèle, M. VAUVARIN Jean, M. LELOUP Denis, M. TOMASINO François, M. LAROUSSERIE Alain, M. LEBRUN François, M. MOISSON Denis, M. MAILLY Jacques, M. COLIN Olivier, Mme DUBOS Annie, M. CACHARD Jean-Christophe, Mme NICOLLE Sylvie, Mme BAGOT Nathalie, Mme POUCHIN Odette, M. HORENT François, M. PEDRONO François.

Suppléants présents : -

Étaient absents excusés : M. NAIMI Gérard, Mme MASSIEU Chantal, M. LEMANISSIER Cédric, M. DESMEULLES Gérard.

Étaient absents non excusés : M. FAUVEL Christophe, M. MAUGARD Thomas, M. ZARROURI Mostafa.

Procurations : M. LEMANISSIER Cédric en faveur de M. LEBRUN François.

Secrétaire : Mme Annie DUBOS.

Assistaient également : Madame MATEO, secrétaire du SMPH et Monsieur LEFRANCOIS responsable du service des eaux

Ordre du jour :

- 01 - APPROBATION DU PROCES VERBAL DU 21 FEVRIER 2024
- 02 - ADMISSION EN NON-VALEUR
- 03 - AVENANT N°3 A LA CONVENTION AVEC LA MAIRIE D'HOULGATE
- 04 - CONVENTION POUR ADHERER AU SERVICE COMMUN INFORMATIQUE DE NCPA
- 05 - RAPPORT SUR L'EAU

Monsieur le Président souhaite la bienvenue à Monsieur Colin nouveau titulaire pour la ville de Houlgate.

INFORMATION : APPROBATION DU PROCES VERBAL DU 21 FEVRIER 2024

Monsieur le Président soumet au vote le procès-verbal de la réunion du 21 février 2024, après avoir demandé s'il y avait des observations à formuler.

Le conseil syndical, après avoir délibéré, approuve à l'unanimité le compte rendu du 21 février 2024.

DÉLIBÉRATION N°SY-DEL-2024-011 : ADMISSION EN NON-VALEUR

Sur proposition de Mme le Trésorier par courrier explicatif du 29 mars 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Syndical à l'unanimité :

Article 1 : DECIDE de statuer sur l'admission en non-valeur des titres de recettes de la liste 6501540133/2024

Article 2 : DIT que le montant total de ces titres de recettes s'élève à 816.32 euros.

Article 3 : DIT que les crédits sont inscrits en dépenses au budget de l'exercice en cours du syndicat

22 VOTANTS

22 POUR

0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION N°SY-DEL-2024-012 : AVENANT N°3 A LA CONVENTION AVEC LA MAIRIE D'HOULGATE

Monsieur le Président rappelle qu'en 2021 a été renouvelée la convention avec la Mairie de Houlgate. Il rappelle que celle-ci est facturée au réel.

Il est donc nécessaire de réaliser un avenant pour appliquer la clause de revoyure de l'article 8.

Après en avoir délibéré, le Conseil Syndical à l'unanimité :

- *ACCEPTE ce projet d'avenant à la convention;*
- *AUTORISE Monsieur le Président ou Vice-Président à le signer ;*
- *AUTORISE Monsieur le Président ou Monsieur le Vice-Président à signer tous les documents nécessaires à la présente convention et ses avenants.*

22 VOTANTS
22 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION N°SY-DEL-2024-013 : CONVENTION POUR ADHERER AU SERVICE COMMUN INFORMATIQUE DE NCPA

Vu la délibération n°SY-DEL-2022-033 en date du 22 novembre 2022 concernant l'autorisation pour adhérer au service commun informatique de NCPA

Vu la délibération de NCPA n°2024-008 en date du 22 février 2024 concernant la Mutualisation - convention de service commun pour la direction des systèmes d'information avenant n°4.

Considérant qu'il est nécessaire :

- D'optimiser les systèmes d'information des collectivités tout en leur garantissant davantage de sécurité et de continuité,
- De maintenir et d'améliorer la qualité de service aux utilisateurs,
- De partager des ressources variées (techniques, logiciels, accès internet, sauvegardes, postes de travail) tout en les rationalisant, les valorisant et les optimisant,
- De rationaliser les coûts en adhérant au service commun informatique de NCPA

Monsieur le Président présente l'avenant n°4 à la convention de service commun système d'information et d'innovation numérique en date du 5 janvier 2015.

Monsieur Colin précise que l'on se dirige de plus en plus vers des paiements en ligne et que NCPA va sécuriser cela.

Après en avoir délibéré, le Conseil Syndical à l'unanimité:

- *ACCEPTE l'avenant n°4 à la convention de service commun système d'information et d'innovation numérique en date du 5 janvier 2015;*
- *AUTORISE Monsieur le Président ou Monsieur le Vice-Président à signer tous les documents nécessaires à la présente convention et ses avenants.*

22 VOTANTS
22 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION N°SY-DEL-2024-014 : RAPPORT SUR L'EAU

Conformément aux articles L 2224-5 et D 2224-1 du code général des collectivités territoriales le Président présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable destiné notamment à l'information des usagers.

Il est demandé à l'assemblée syndicale de donner son avis sur le rapport suivant (ci-annexé) et notamment sur les :

- indicateurs techniques : points de prélèvements, nombre d'habitants, nombre de résidents permanents et secondaires, nombre de branchements, volumes d'eau distribués ;
- indicateurs financiers : Pour le prix de l'eau, tous les éléments relatifs au prix du mètre cube, les modalités de tarification selon les types d'abonnement, les redevances de l'agence de l'eau et la TVA, ;
- Pour la gestion, encours de la dette, montant des travaux réalisés ;

Monsieur le Président laisse la parole à Monsieur Lefrançois pour expliquer la baisse du rendement.

Monsieur Lefrançois rappelle que pour le calcul du rendement, ce sont des chiffres réels, et que sur l'année 2023 il y a eu énormément de casses réseau, qui ont été découvertes assez tardivement de par leur localisation, principalement situées le long des cours d'eau. Ces débits ne sont pas forcément apparus sur les relevés de sectorisation, c'est pour ça qu'on souhaite affiner nos secteurs. On a également eu une chute du volume facturé. Les arrêtés de sécheresse ont dû avoir un impact sur les abonnés. Cependant, il faut relativiser pour un réseau rural, on reste correct. Il faut aussi prendre en compte l'indice linéaire de perte. C'est le volume que l'on perd chaque jour par kilomètre de réseau. A savoir que le réseau du syndicat est un réseau rural, par la densité de branchement, la consommation sur l'ensemble des territoires et par rapport au linéaire de réseau. Cet indice linéaire de perte est de 1,71 par kilomètre par jour, on est dans des taux qui sont acceptables.

Monsieur Tomasino demande si les purges que l'on a été obligé d'installer ont une incidence plus ou moins importante ou pas ? Est-ce que l'on a une idée du volume généré de perte ?

Monsieur Lefrançois explique que dans le rapport il est indiqué le détail du calcul de rendement, où les volumes de purges sont comptabilisés. Cependant, il rappelle qu'il y a eu de nombreuses coupures de réseau pour des travaux, notamment l'installation de poteaux incendie. Sur ces travaux, nous n'avons pas le détail des purges qui ont été effectuées. Il indique également qu'il a été constaté à plusieurs reprises, que des entreprises se servent sur les poteaux incendie. Il est difficile pour l'équipe d'être sur tous les poteaux incendie pour gérer ces prises d'eau illégales. Ce fait est de plus en plus constaté. Quand il y a une baisse de pression sur une commune, en général, c'est qu'il y a une prise d'eau illégale sur un poteau incendie.

Monsieur le Président indique qu'il faut préciser aux hydrocureuses que maintenant à la station de Cabourg ils peuvent récupérer l'eau qui est assainie.

Monsieur Colin précise qu'aujourd'hui quand il y a un dépotage c'est compris dans le tarif, le dépotage, le nettoyage et le remplissage. C'est un prix unique. Ce qui fait, que quand ils repartent de la station d'épuration ils sont pleins d'eau récupérée.

Monsieur le Président indique que c'est une très bonne chose.

Monsieur Mailly indique qu'il faut aussi tenir compte de la perte d'eau occasionnée par les gens du voyage.

Monsieur le Président explique que l'un de nos agents a été obligé d'intervenir un jour férié à cause d'une baisse de pression sur la commune de Cricqueville. A son arrivée il a pu constater que quelqu'un s'était branché sur le poteau incendie afin de remplir sa piscine.

Monsieur le Président indique que parfois les compteurs de sectorisation détectent des fuites, des recherches sont lancées alors que c'est en fait un abonné qui remplit sa piscine. Cela perturbe le service.

Monsieur Colin répond que les abonnés ne doivent pas avoir connaissance de ce problème et qu'une information devrait être faite au moment où l'on envoie la facture.

Monsieur Larousserie précise qu'avec panneau pocket et le site internet il y a moyen de faire un communiqué.

Monsieur le Président félicite le service pour son travail.

Monsieur Leloup s'interroge sur le taux de renouvellement du réseau. Il explique que l'on a environ 170 km de réseau. On fait environ 850 ml de réseau par an ce qui fait qu'il nous faudrait au moins 200 ans pour renouveler la totalité du réseau. Donc est-ce que cela ne traduit pas un sous investissement ?

Monsieur le Président répond que le réseau n'a pas été renouvelé aussi vite qu'on le souhaitait parce qu'il y a des travaux de renouvellement qu'il faut prioriser et pour cela il faut que l'étude diagnostique soit finie. Pour nous, il est impératif de résoudre les travaux liés au CVM. Maintenant notre priorité ce sont les problèmes sanitaires.

Le Conseil Syndical, après en avoir délibéré :

- PREND acte du présent rapport

QUESTIONS DIVERSES :

Monsieur le Président rappelle au Conseil l'existence d'une convention entre NCPA, Véolia et le Syndicat qui est caduque et dont nous avons du mal à obtenir une nouvelle version. Lise vient de m'informer de son arrivée. Je ne peux donc pas vous la présenter aujourd'hui, mais au Conseil du 4 juillet prochain.

Monsieur Tomasino demande quelle était la teneur de cette convention.

Monsieur le Président indique que c'est le service des eaux qui encaisse pour le compte de Véolia l'assainissement, car l'assainissement étant lié au volume d'eau consommé, c'est un service que nous rendons à Véolia pour la facturation. La redevance était limitée à 1€ et la convention date de la CCED et du SIAEP. Donc il est nécessaire de remettre à jour la convention, notamment parce que maintenant les frais postaux qui étaient avant pris en charge par la trésorerie, sont maintenant pris en charge par nos services. On doit inclure maintenant ces frais postaux dans la convention. Donc on est d'accord pour un renouvellement à 2€ et avec une réactualisation de 2% par an.

Monsieur Tomasino demande à quoi correspondent les 2€ par rapport à la charge de notre secrétaire. Et cette future convention serait de quelle durée.

Monsieur le Président a un doute sur la durée.

Monsieur Colin précise qu'il faut être logique parce que c'est deux logiciels qui impriment, c'est deux factures totalement différentes. Mais l'assainissement ne peut pas être calculé tant que l'on ne connaît pas le volume d'eau facturé.

Après, la révalorisation elle est normale. Elle doit être renouvelable tous les ans par tacite reconduction.

Monsieur Larousserie prend l'exemple d'une facture d'eau de 70 m3 avec assainissement pour la présenter au Conseil. Il précise que la facture est divisée en trois parties, la part eau, la part assainissement et les taxes publiques. Alors quand on compare le prix de l'eau on voit que c'est presque donné par rapport aux charges qui sont induites pour le traitement

des eaux usées. Toute cette partie qui ne nous concerne pas est facturée par nos services. Ce qui demande l'intervention de notre régisseur qui y passe du temps et bien sûr la difficulté c'est quand il y a des impayés, pour le recouvrement. Car on faisait le recouvrement sur une partie qui ne nous concernait pas, donc là cela posait quelques difficultés au trésor public. En contre partie du travail effectué par Christel, pour cette refacturation et pour ce suivi des impayés il y a une rémunération. Cette rémunération n'a pas été réévaluée depuis quelque temps. Donc cette convention permet de remettre tout cela à plat. Cette réévaluation a été faite par rapport à ce qui se pratique ailleurs sur d'autres syndicats. Il vrai pour m'en être occupé en partie que j'aurais préféré que l'on se rencontre avec Véolia, NCPA et le Syndicat d'eau mais cela a été impossible, je ne sais pas pourquoi. Donc il y a eu des aller retour du dossier. On a reçu cette convention à l'instant normalement elle est conforme à ce que l'on souhaite, mais on va de nouveau regarder que tout est bien conforme. On ne se prononcera pas pas tant que ça ne le sera pas.

Monsieur le Président précise qu'il est logique de fonctionner comme cela.

Madame Dubos demande confirmation parce que normalement on ne fait pas le recouvrement pour Véolia c'est Véolia qui fait le suivi.

Monsieur Larousserie confirme, cependant il faut transmettre le fichier.

Monsieur Colin précise que les 70 M3 c'est environ une consommation annuelle d'une famille de 4 personnes. Il y a effectivement une différence entre le prix d'un m3 d'eau et le prix d'un m3 en assainissement. Sur le budget de NCPA il y a 55 millions d'investissement pour toutes les stations d'épuration. Si je prends la station d'épuration de Dozulé rien que pour Dozulé c'est 5 millions. Si je prends Beuvron en Auge on va investir environ 900 000 €. Donc il y a un énorme différentiel entre le prix de l'eau potable et le prix de l'assainissement. Aujourd'hui être relié à l'assainissement collectif c'est une chance parce que l'assainissement non collectif aujourd'hui est beaucoup plus cher et sera encore plus cher demain. Et tout cela est venu du fait que le trésor public qui le faisait parfaitement avant a décidé de ne plus le faire.

Monsieur TOMASINO remarque que la part assainissement est de plus en plus conséquente sur les factures, ce qui donne une mauvaise image de marque du syndicat. Parce que la réflexion qui est souvent faite, c'est que l'eau augmente énormément, ils globalisent. Est-ce que les investissements qui vont être conséquents pour l'assainissement vont engendrer une nouvelle augmentation des tarifs ou vont-ils se stabiliser ?

Monsieur Colin répond que les tarifs n'ont pas augmenté cette année, les investissements de 55 millions ont été budgétés avec les crédits que possède actuellement le budget assainissement.

Monsieur Leloup reconnaît que les tarifs de l'assainissement peuvent paraître élevés mais ces dernières années il y a eu un lissage des tarifs assainissement ce qui fait que certaines communes ont vu le prix diminuer. Il y a eu tout un travail de convergence et de solidarité entre les collectivités qui à mon avis, il faut souligner. Quand on est regroupé cela permet d'avoir une force dans l'affaire.

Monsieur Colin demande à Monsieur le Président de faire un point sur son ressenti sur le dossier de la mutualisation qui pourrait être envisagée entre le syndicat SMPH, la commune de Dives sur Mer et la commune de Houlgate.

Monsieur le Président répond que cela n'est pas à l'ordre du jour. Cependant, il accepte d'intervenir. Il explique qu'il y a eu une réunion la veille entre les 3 collectivités, pour une présentation du rapport du cabinet MAZART sur la représentativité des collectivités. Plusieurs scénarios ont été évoqués. Il y avait une répartition par nombre d'habitants, par volume d'eau consommée, par 1/3 1/3 1/3. C'est d'ailleurs la répartition que la commune de Dives et la commune de Houlgate ont mis en avant. Il a trouvé que dans ce type de répartition notre syndicat était largement sous représenté. Il ne cache pas qu'il a pris position pour que chaque commune soit représentée au même titre que ce soit une grande ou une petite. Le syndicat que je représente aujourd'hui a toujours travaillé comme ça. Gonnevillle représente aujourd'hui 600 habitants, Heuland doit représenter une petite centaine, Auberville représente 500 habitants, Cricqueville une bonne centaine. On n'a jamais fait de différence entre Brucourt, Cricqueville Gonnevillle. On a pris les sujets au fur et à mesure qu'ils venaient et traité dans le même état d'esprit. « On n'a pas dit c'est moi le plus gros je vais me servir en premier ». Donc j'ai souhaité que ce soit cette répartition là qui soit envisagée. Visiblement cela n'a pas été le cas de Dives ni de Houlgate qui ont de bonnes raisons, pour dire : nous ce n'est pas ça que l'on veut. Nous, c'est comme cela que fonctionne notre syndicat, il y a d'autres syndicats qui fonctionnent comme ça et je souhaite que chacun de vous petite ou grande commune puisse s'exprimer de la même manière.

Monsieur Colin répond que le plus important c'est que l'on souhaite rester en régie SMPH, commune de Dives, commune de Houlgate et en aucun cas nous voulons voir Veolia ou autre arriver, ça c'est la base.

Monsieur le Président répond que là-dessus on est d'accord.

Monsieur Colin s'excuse et énonce qu'il est bon de le préciser que l'on veut une régie. Quand on regarde le SMPH c'est exactement 2346 compteurs lorsque je regarde Houlgate c'est un peu moins 2193 compteurs et si on regarde Dives on doit être aux alentours de 2700 compteurs. Si vous voulez en gros, c'est un tiers, un tiers, des compteurs. Dans le syndicat que tu as l'honneur de présider soyons très clairs Houlgate, que je représente avec Madame Dubos, représente 167 compteurs, on ne parle pas de la même chose. La seule chose que je voudrais redonner ce sont les investissements qui doivent être faits sur ces 3 entités. Si aujourd'hui je regarde Dives, on est globalement à 1 million d'euros qui doit être fait en investissement et aujourd'hui en trésorerie, Dives a les moyens de le faire. Si vous prenez les besoins de Houlgate on est plutôt à 1 million 3, 4 €, nous avons les moyens de les faire. Depuis que je suis Maire de Houlgate vous avez pu remarquer que nous avons fait des travaux partout aujourd'hui je peux affirmer qu'au 1^{er} janvier 2026 tous les branchements en plomb seront résolus sur la commune de Houlgate, j'en avais plus de 600 quand je suis arrivé. Quand je regarde les investissements du plateau d'Heuland je vous renvoie au renouvellement de canalisations à 0,5 % par an ce qui n'est pas le cas chez nous. Aujourd'hui, si je prends les chiffres, l'eau la plus chère entre nous 3 c'est l'eau du syndicat. L'eau de Dives est la moins chère et Houlgate est très légèrement au-dessus. De toutes les façons demain ensemble l'eau de Dives et Houlgate va remonter et refaire descendre l'eau du syndicat. Parce qu'il n'est pas question de se mettre à la hauteur de l'eau du syndicat, nos populations ne l'accepteraient pas. Les masses monétaires qui vont être investies, elles vont être investies en fonction des besoins du territoire. Et pourquoi le 1/3 1/3 1/3 parce que cela s'appelle dans un syndicat une minorité de blocage si vous n'êtes pas d'accord avec les investissements qui vous sont proposés la

partie SMPH pourra dire moi je bloque je ne suis pas d'accord. C'est ensemble qu'on l'on va résoudre cette mutualisation parce que nous avons une date fatidique qui s'appelle 2026 ou sinon c'est l'État qui va réfléchir pour nous. Ce n'est pas ce soir que l'on va décider, mais je voulais que vous ayez tous à l'esprit les enjeux pour bien mesurer les décisions à prendre pour demain. Moi aujourd'hui rester dans le SMPH avec mes 167 compteurs ça ne me pose aucun problème, tendre la main à mes 2 partenaires pour créer quelque chose d'équilibré, où naturellement on fera plus d'investissements. Investissements futurs comme tu le disais tout à l'heure sur les CVM il faudra bien les financer. Quand vous êtes arrivés au prix du mètre cube au maximum il est quand même préférable que ce soit les autres qui augmentent un peu et donc on récupérera des marges de manœuvre pour investir. On fera en sorte de faire que le syndicat pèse quand même. Globalement 8000 compteurs : si on se met aujourd'hui en ordre de bataille ensemble sur le fondamental une régie dirigée par les communes où le poids de chaque commune dans l'entité représentera la même chose. Ce sera 33 % chacun. Voilà ce que je souhaitais personnellement pour les 2393 compteurs que j'apporte en plus des 167. Mais ce n'est pas les 167 uniquement que l'on va gérer. Aujourd'hui, nous avons la chance d'avoir des équipes qui sont en astreinte. Il y a eu un soir sur Houlgate à 23h00 une énorme canalisation qui a pété en centre-ville. 3 heures après, l'entreprise Floro TP, titulaire du marché intervient et avec mes équipes tout est résolu. Si cela arrive du côté de Basseneville ou même Putôt en Auge je crains le pire, parce qu'il n'y a pas ce savoir-faire. Aujourd'hui la commune de Houlgate a volontairement réinstallé en priorité ses équipes pour qu'elles soient indépendantes du centre de la commune de Houlgate. Maintenant c'est 1/3 1/3 1/3 je redis bien en pouvoir et en décision c'est équilibré.

Monsieur le Président déclare que si on part du principe que chaque commune soit représentée au sein du syndicat ça veut dire que toutes les communes que nous représentons hormis Dives et Houlgate représentent chacune une voix. Houlgate il y a 1700 habitants.

Monsieur Colin : on ne parle pas de cela on dit qu'il y aura 33 % chacun de représentativité.

Monsieur le Président répond que moi je te parle en habitants cela reste malgré tout une base de calcul.

Monsieur Colin répond que non c'est au nombre de compteurs. Le poids de l'investissement est en nombre de compteurs il n'est pas en nombre de personnes.

Monsieur Leloup partage les propos de Monsieur Colin, il ne faut pas regarder dans le rétroviseur il faut se projeter vers l'avenir. Parce que les questions de l'eau vont nécessiter des financements importants dans les années à venir. Dispersés on ne fera pas le poids et on finira chez Veolia ou chez Suez. Moi je souhaite que l'on conserve le mode de gestion en régie. Pour cela il faut mutualiser et se regrouper c'est dans l'intérêt de tous, y compris dans votre intérêt c'est avoir une capacité une force de frappe à investir, défi climatique, sécurité, défi sanitaire et continuité du service. Ça va demander les moyens qui ne sont pas ceux que l'on a actuellement il va falloir se structurer s'organiser. À Dives on a la chance d'avoir des sources. On a une capacité de production de 3000 m³ jour ce qui nous donne une capacité de développement pour l'ensemble du territoire si l'on se regroupe. Donc, c'est aussi dans votre intérêt. Ensuite il faut être actif car le Préfet et l'ARS veulent aller vers une réduction du nombre de syndicats et de gestionnaires de services. En gros il y en a 75 et le Préfet à un moment il voulait 4 grands syndicats sur le territoire. Être en capacité aussi d'optimiser les subventions de l'agence de l'eau. Dispersés, l'agence de l'eau n'aura pas le même regard pour nos demandes, elle sera nettement moins généreuse voire parfois frileuse. En conclusion si un rapprochement doit se faire il doit se faire dans le respect les uns des autres. Il est impensable qu'un habitant de Dives soit sous représenté par rapport à un citoyen d'une autre commune, c'est une question d'équité et puis de respect des uns envers les autres. Ce que le cabinet Mazart propose je pense que c'est équilibré à savoir 1/3 pour Houlgate 1/3 pour la ville de Dives et 1/3 pour le SMPH. Tout cela me fait dire que c'est dans l'intérêt de tous de se regrouper sur cette base-là.

Monsieur Larousserie prend la parole « le syndicat est très reconnaissant à Houlgate et Dives de prendre soin de lui, vu que a priori si on ne les avait pas cela manquerait énormément. Je me suis déjà exprimé hier à ce sujet. Nous sommes les représentants ici de 11 communes nous avons des problématiques qui sont liées à des communes rurales. Dives et Houlgate sont liées à des problématiques qui sont complètement différentes. C'est pour cela que nous avons un réseau qui est relativement grand. C'est pour cela aussi que nous avons des taux de renouvellement que l'on va mettre en œuvre, parce que justement on est en train de travailler dessus en fonction des pollutions et des priorités. On est en train de travailler sur les subventions et sur les emprunts. On va avoir une grille de lecture extrêmement précise et on peut s'en sortir tout à fait comme on a toujours su le faire bien avant qu'il y ait l'éventualité d'un rapprochement. Moi ce que j'ai toujours défendu comme François parce que dans ce syndicat on marche vraiment la main dans la main, ce qui fait notre force, c'est que chaque commune ait une représentativité. Aujourd'hui chaque commune a 2 titulaires et un suppléant. On a souhaité que ceux qui veulent se rapprocher, parce que ce n'est pas nous qui nous rapprochons de vous, mais vous qui vous rapprocher de nous. C'est une nuance.

Monsieur Colin répond que c'est ensemble.

Monsieur Larousserie répond que non. Aujourd'hui on n'a pas d'utilité particulière à se rapprocher de vous. À part que l'on s'inscrit dans une volonté de dire, qu'effectivement on a une vision plus intéressante. L'échéance la plus importante c'est 2026 en matière de transfert de compétences. C'est là que l'on dit, peut-être qu'il n'y aura pas de service privé qui viendra s'immiscer. Concernant le prix de l'eau de toute façon il sera uniformisé au niveau de la communauté de communes. Moi je dis qu'aujourd'hui cette représentativité que l'on a, elle fonctionne parfaitement bien. Nous tenons à ce que cette représentativité des petites communes existe. Je ne vois pas pourquoi 11 communes représenteront 33 % Dives 33 % Houlgate 33% nous ne voulons pas de cette représentativité. Je suis désolé mais je le vis moi au quotidien notamment au sein de l'intercommunalité la représentativité des petites communes se fait difficilement voire pas du tout. Je ne veux surtout pas que le syndicat d'eau se retrouve dans cette situation c'est pour cela que ce rapprochement on le souhaite. Je pense qu'il a un intérêt mais les problématiques sont différentes. On ne souhaite pas entendre des phrases comme « nous on a les moyens et pas vous ». Donc voilà c'est la politique, enfin c'est l'état d'esprit du syndicat qui a toujours su fonctionner depuis 1968 et on voudrait que ce soit préservé. L'eau elle fait pas de politique. L'eau c'est une ressource qui est naturelle elle doit être en quantité et en qualité la même pour tous que ce soit la ferme la plus éloignée comme l'hôtel 5 étoiles au pied de la source. On veut que pour l'eau, les autres communes soient autant représentées que les grandes. Donc, 2 voies chacune cela me paraît très bien. On s'est quitté pour se donner un temps de réflexion. Je pense que

chacun a exposé sa vision de l'avenir. Cela ne peut pas être une question diverse, il faut que ce soit un point précis au prochain conseil syndical parce que c'est notre avenir qui est en jeu et ça ne peut pas être une question diverse ce soir. Monsieur Leloup précise qu'il est dans votre intérêt également et dans le nôtre d'aller vers un regroupement. Si vous n'allez pas vers un regroupement vous avez quand même 4 millions d'investissements à réaliser en travaux CVM c'est ce qui a été démontré dans l'étude. Vous avez un prix de l'eau qui est à 2,70 € de mémoire ce que l'on vous propose dans le regroupement c'est un effort des grandes collectivités contrairement à ce que vous pensez. Et moi cela me paraît quand même normal. L'eau est un enjeu de développement aussi bien pour une petite commune que pour Houlgate, et Dives. Ça me paraît sain pour tout le monde que l'on puisse être représenté à son juste poids.

Monsieur Colin rajoute que le poids est 33, 33, 33. Donc il n'y en a pas un qui doit décider.

Monsieur le Président propose de clore aujourd'hui le débat sauf si quelqu'un d'autre souhaite intervenir. De toute façon ce n'est pas un point à l'ordre du jour. Chacun s'est exprimé. Maintenant de toute façon quelque soit la suite chaque conseil municipal sera amené à délibérer.

Monsieur Tomasino souhaite s'exprimer parce qu'il pense que l'on prend le problème dans le mauvais sens. Il entend tout le monde et il voit un débat passionnant qui est en train d'évoluer. Il pense que cela va desservir tout le monde. Avant ce débat il pense qu'il faut avancer un peu dans la perspective de l'étude, avoir des chiffres en face parce qu'il y aura des investissements qui vont être assez conséquents. Une fois qu'on aura les chiffres il sera toujours temps de se rencontrer un peu plus souvent. Le problème des mauvaises interprétations, des malentendus des mals compris, amène ce genre de débat. Je pense que c'est un peu trop tôt justement ce débat de pouvoir qui alimente des passions et c'est dommage parce qu'on est en train de scléroser quelque chose qui pourrait être formidable. Donc je pense qu'il faudrait se poser et d'abord mettre des chiffres pour voir réellement ce que ça va coûter.

Monsieur Colin répond que déjà dans un premier temps il faudrait transmettre l'étude Mazart.

Monsieur Leloup précise que l'étude diagnostique a été faite c'est au moins 2 ans travail. Il est vrai que les rapports sont très lourds à lire mais le travail a été fait.

Monsieur Tomasino : cela suppose une refonte complète du service technique et du coup ce n'est pas du tout la même gestion sur un territoire qui est un peu plus grand. J'aimerais bien comprendre comment ça va un peu se jouer.

Monsieur Colin explique aujourd'hui si on n'emploie que la technique c'est l'absorption des 2500 compteurs de Dives. Les compteurs de Houlgate sont déjà gérés par l'équipe qui s'occupe du SMPH. Donc on a le noyau dur et tu as raison. Il suffit juste de l'améliorer et ça on est capable de le faire. On partage tous la même idée. Nous voulons rester à la manoeuvre et que ce ne soit pas quelqu'un d'autre. Nous avons quasiment 3 poids qui sont identiques donc on ne va pas rentrer dans qui a fait quoi et ce n'est pas intéressant.

Monsieur Larousserie précise que le débat n'est pas passionné mais passionnant. Parce que je ne sais pas si vous vous rendez compte mais on y déploie de l'énergie, on y passe du temps, on est là au quotidien, on est sur le terrain. Ensuite il y a des enjeux financiers. Les chiffres qui sont donnés par le bureau d'études je pense qu'il faudra les communiquer. Mais nous il faut savoir qu'on travaille dessus. Et on va avoir des priorisations et ce n'est pas 5 millions de travaux à faire maintenant. Les 5 millions de travaux c'est 90 km de canalisations on va pas changer 90 km de réseau. Il y a des priorisations on va déjà commencer par gérer notre problème de santé publique qui est lié au CVM ça on s'y attelle avec François au quotidien. Donc on est dans les appels d'offres, on a les priorités, on est en train de ficeler tout cela au niveau des financements. C'est passionnant encore une fois. On est conscient de toutes ces problématiques. Moi après ce n'est pas un point de vue qui est en rapport avec l'eau mais qui est politique. Mais là on voit bien qu'au fil du temps la représentativité des petites communes disparaît. On le voit par le regroupement des petites communes. Ce sont les petites communes qui portent la parole on est les meilleurs des ambassadeurs. Il faut garder le pouvoir de ces petites communes. Et garder ce pouvoir, c'est garder cette représentation. Il y a Houlgate et Dives qui disent qu'il faut faire des travaux sur la côte parce que les enjeux sont importants dans l'arrière-pays les enjeux il y en a aussi. Les petites communes doivent avoir le pouvoir de dire et bien non ce sera comme ça on fera aussi de travaux sur les petites communes. Je m'y attache beaucoup je ne veux pas que ces petites communes disparaissent ce seront les dernières compétences donc il faut garder cette représentativité.

Monsieur Colin exprime sous le contrôle de Monsieur Tomasino : on est d'accord que lorsqu'on a une minorité de blocage si un budget ne convient pas, la minorité peut bloquer. Donc le procès d'intention, parce que celui qui déciderait sera celui qui a le plus de pouvoir n'existe pas avec une minorité de blocage. On a un débat que je ne dirais pas passionné, on a un débat d'idées, après on a un débat sur lequel chacun défend ses opinions ses ressentis mais on ne fait pas un procès d'intention. J'ai dit hier devant témoins que j'étais prêt à ce que le premier Président ce soit François LEBRUN.

Monsieur le Président confirme les propos cependant c'est une mauvaise interprétation car il ne sera pas le nouveau Président.

Monsieur Colin explique que c'est pour montrer qu'à partir du moment où il y a une minorité de blocage on ne peut pas dans un budget imposer quoi que ce soit qui ne plaise pas à l'ensemble. C'est ça le plus important parce que devant les enjeux d'investissements il y a aussi l'enjeu de garder cette régie, cela veut dire que ici on décide de ce que l'on veut faire. C'est ici que l'on décide du prix de l'eau ce n'est pas une société privée qui l'impose.

Monsieur Larousserie précise que le fait que l'on soit sur 3 intercommunalités en 2026 fait que l'on continuera à fonctionner en régie. Nous, cela ne pose pas problème.

Monsieur Leloup précise que vous fonctionnez avec des représentants des intercommunalités. Il explique qu'il comprend le point de vue des petites communes dans la loi Nôtre que l'on nous a imposé. Personnellement, moi j'étais contre puisqu'elle gomme le fait communal. Néanmoins il y a une loi, on est en République on doit la respecter. Je trouve que même si tout n'est pas parfait à l'intérieur de NCPA les élus des différentes collectivités avec intelligence ont su trouver des solutions pour que cela fonctionne. Je pense que nous aussi demain on est capable de trouver des solutions qui fonctionnent à 3.

Madame Dubos souhaite répondre à Monsieur Tomasino concernant les investissements. Vous êtes tous en droit de savoir ce que l'on doit dépenser. On a eu un schéma directeur qui est assez bien fait et où chaque entité sait ce qu'elle doit faire. Le cabinet Mazart nous a fait un plan pluriannuel d'investissements qui s'étend de 2024 à 2032. Là nous avons

également par année ce qui peut être investi pour chaque entité maintenant à charge au Président de transmettre à chaque commune ce plan pluriannuel d'investissements. Maintenant je pense qu'il est nécessaire de passer à la phase suivante si on fait un mariage à 3 ou pas.

Monsieur le Président répond qu'il n'y a aucun souci il fera transmettre aux membres du conseil le rapport du cabinet d'études.

Monsieur Larousserie précise qu'il ne fait pas de procès d'intention.

Monsieur Colin répond que c'est peut-être dans la passion, c'est une parole. A aucun moment je ne peux répondre que la commune de Houlgate aurait envie pour x raison de dire à St Vaast je n'ai pas envie d'aider sur un budget. C'est ensemble qu'on le fera.

Monsieur Larousserie répond je m'attaque simplement au fait. C'est un fait que les hommes sont faits ainsi. C'est comme ça et on voit comment ça se déroule. Plus on a de d'importance plus on prend d'importance et derrière il reste à la traîne les autres. C'est comme ça les hommes sont faits comme ça. Tu peux rien y faire.

Monsieur Colin répond que 1/3 1/3 1/3 il y a une minorité de blocage on est obligé de s'entendre.

Madame Mournaud explique qu'elle est d'accord, il faut trouver un terrain d'entente. Mais si sur un sujet par exemple on n'avait pas trouvé un terrain d'entente comment ça se passe, la situation est bloquée ?

Monsieur Tomasino pense qu'il ne faut pas remettre en question, le fait qu'on a décidé de se marier, il faut rester sur une décision. On a fait un grand pas tous ensemble maintenant la question elle ne se pose plus. Dans tout mariage on ne s'entend pas toujours tout le temps après si on doit s'écouter et garder en mémoire l'intérêt général des abonnés. L'eau ne nous appartient pas, elle n'appartient à personne. Nous, on est tous des volontaires au service des abonnés et l'objectif est de garder la main on est tous d'accord là-dessus bien sûr il y aura toujours des points de désaccord mais à partir du moment où on sait s'entendre et s'écouter, faire attention aux interprétations, je pense qu'il ne faut pas remettre en question ce mariage parce qu'on y a tout intérêt chacun et chacune des 3 entités.

Monsieur Larousserie pense qu'il doit y avoir une analyse de tout ce qui se dit il y a une décision démocratique qui se décide après chacun en son âme et conscience prendra sa décision. On exprime chacun sa vision des choses et à chacun après de prendre sa décision.

Monsieur le Président répond que l'on est peut-être un peu frileux parce qu'il rappelle que depuis 1968 on a toujours travaillé dans le même état d'esprit sans qu'il n'y ait jamais de problème ni de souci. Alors quand les soucis approchent on est méfiant.

Le présent procès-verbal est arrêté en date du _____

Signature Président, M. François LEBRUN

Signature Mme Annie DUBOS.